

Au Journal officiel du 8 au 14 mars 2014

Au Journal officiel du 8 au 14 mars 2014

17/03/2014

Au Journal officiel du 8 au 14 mars 2014

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 8 mars 2014 :

- Décret n° 2014-301 du 6 mars 2014 relatif au **statut de résident de longue durée-UE des bénéficiaires d'une protection internationale** - *Modification du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;*
- Décret n° 2014-302 du 7 mars 2014 portant **inscription des établissements de commerce de détail du bricolage sur la liste des établissements pouvant déroger à la règle du repos dominical** - *Modification du décret n° 2013-1306 du 30 décembre 2013.*

Au JO du 9 mars 2014 :

- Décret n° 2014-310 du 7 mars 2014 portant **application de l'article 25 de la loi n° 2013-1029 du 15 novembre 2013 portant dispositions diverses relatives aux outre-mer et portant modification du décret n° 2013-938 du 18 octobre 2013 portant application de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires, et modifiant le calendrier électoral ;**
- Décret n° 2014-311 du 7 mars 2014 *modifiant certaines dispositions du décret n° 64-685 du 2 juillet 1964 relatif à la constitution et à la libération du cautionnement exigé des comptables publics et abrogeant le décret n° 77-497 du 10 mai 1977 relatif aux cautionnements des agents comptables des services de l'État dont les opérations sont décrites dans le cadre d'un budget annexe ou d'un compte spécial du Trésor et des agents comptables des établissements.*

Au JO du 11 mars 2014 :

- Décret n° 2014-312 du 7 mars 2014 relatif à la **prorogation de la Commission supérieure de codification** - *Modification du décret n° 89-647 du 12 septembre 1989 ;*
- Décret n° 2014-314 du 10 mars 2014 autorisant la **tenue à distance d'épreuves et de réunions de jurys du baccalauréat** - *Modification du Code de l'éducation ;*

Et Arrêté du 10 mars 2014 fixant les conditions et modalités de **recours à des moyens de communication audiovisuelle pour la tenue à distance d'épreuves et de réunions de jurys du baccalauréat ;**

- Arrêté du 21 février 2014 *modifiant l'arrêté du 5 avril 2002* portant **création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé d'informations nominatives dénommé « accès au dossier fiscal des particuliers (ADONIS) ».**

Au JO du 12 mars 2014 :

- Loi n° 2014-315 du 11 mars 2014 renforçant la **lutte contre la contrefaçon** - *Modification du Code de la propriété intellectuelle, du Code des douanes et du Code de la sécurité intérieure* ;
- Arrêté du 21 février 2014 *modifiant l'arrêté du 13 octobre 2010* portant **création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « transparence des structures écrans »** ;
- Arrêté du 3 mars 2014 fixant au titre de l'année 2014 les **éléments à prendre en compte pour le calcul de l'indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat** ;
- **En mention : Règlement général de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.**

Au JO du 13 mars 2014 :

- Décret n° 2014-322 du 11 mars 2014 relatif à la **mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives** - *Modification du Code de la santé publique* ;
- Décret n° 2014-324 du 11 mars 2014 relatif à l'exercice du **droit d'alerte en matière de santé publique et d'environnement dans l'entreprise** - Entrée en vigueur le 1er avril 2014 - *Modification du Code du travail.*

Au JO du 14 mars 2014 :

- Ordonnance n° 2014-326 du 12 mars 2014 portant **réforme de la prévention des difficultés des entreprises et des procédures collectives** - *Entrée en vigueur le 1er juillet 2014 - Modification du Code de commerce, du Code civil, du Code général des impôts, du Code rural et de la pêche maritime et du Code du travail* ;
- Ordonnance n° 2014-329 du 12 mars 2014 relative à l'**économie numérique** - *Modification du Code des postes et des communications électroniques, de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 et de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965* ;
- Décret n° 2014-327 du 12 mars 2014 relatif aux conditions d'**agrément des associations de lutte contre la corruption en vue de l'exercice des droits reconnus à la partie civile** ;
- Décret n° 2014-328 du 12 mars 2014 *modifiant le décret n° 2006-1034 du 21 août 2006* relatif à l'**accès aux stockages souterrains de gaz naturel.**

La Rédaction Législation